



# argument



**Service minimum  
dans les prisons  
No pasaran !**

## Contact

### SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

T. 02/549 52 00  
E-mail: slfp@slfp.eu  
www.slfp.eu

### CHEMINOTS

T. 02/213 60 60  
E-mail: vsoa-slfp@b-rail.be  
www.slfp-rail.be

### AFRC : ADMINISTRATIONS FÉDÉRALES, RÉGIONALES ET COMMUNAUTAIRES

T. 02/201 19 77  
E-mail: info@slfp-g2.eu  
www.slfp-afrc.eu

### ALR : ADMINISTRATIONS LOCALES ET RÉGIONALES

T. 02/201 14 00  
E-mail: contact@slfpvsoa.be  
www.vsoalrb.be

### ONDERWIJS

T. 02/529 81 30  
E-mail: info@vsoa-onderwijs.be  
www.vsoa-onderwijs.be

### ENSEIGNEMENT

T. 02/548 00 20  
E-mail: secretariat@slfp-enseignement.be  
www.slfp-enseignement.be

### LA POSTE

T. 02/223 00 20  
E-mail: poste@slfp.eu  
www.slfp-poste.eu

### PROXIMUS

T. 02/245 21 20  
E-mail: slfp.proximus@skynet.be  
www.slfp-vsoaproximus.be

### ORDRE JUDICIAIRE

T. 02/513 05 55  
E-mail: info@oj-slfp.be  
www.oj-slfp.be

### DÉFENSE

T. 02/223 57 01  
E-mail: info@slfp-defense.be  
www.slfp-defense.be

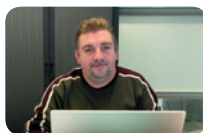
### FINANCES

T. 02/226 41 11  
E-mail: info@vsoa-slfp-fin.eu  
www.slfp-fin.eu

### POLICE

T. 02/660 59 11  
E-mail: info@slfp-pol.be  
www.slfp-pol.be

## Contenu



### En couverture

4-5

Argument s'est entretenu avec Eddy De Smedt, Secrétaire permanent, à propos du service minimum dans les prisons et les conséquences qui en découlent.



### La Cour Constitutionnelle rejette le recours du SLFP

9

Le SLFP s'est adressée à la Cour Constitutionnelle pour introduire un recours en annulation des dispositions légales rendant les années d'études payantes pour les faire prendre en compte dans le calcul de la pension de fonctionnaire.



### Que se passe-t-il dans nos hôpitaux publics ?

12-13

Que se passe-t-il dans nos hôpitaux publics ? Nos hôpitaux sont frappés par des restrictions budgétaires de plus en plus importantes.



### L'uniforme de la police est la propriété de l'autorité

17

L'été passé, l'uniforme des membres du personnel de la police intégrée était dans tous les médias nationaux. Les débats portaient sur les polos noirs et sur la vente de certaines pièces de l'uniforme.



### Avis du SLFP quant à la déclaration de politique communautaire

19

La Fédération Wallonie-Bruxelles doit permettre aux francophones de s'instruire et se cultiver. Elle doit favoriser leur épanouissement.

## Retirez plus de votre carte d'affilié SLFP



En tant que membre du SLFP vous obtenez des réductions dans plus de 200 commerces, mais songez-vous toujours à utiliser votre carte d'affilié ? L'app AskOLI vous facilite les choses. Vous êtes averti automatiquement dès que vous visitez un site web sur lequel nous (et 40 autres organisations) offrons des ristournes. Vous récupérez ainsi votre cotisation, sans trop devoir chercher. Surfez sur [askoli.net/fr/partner/vsoaslfp](https://askoli.net/fr/partner/vsoaslfp) pour plus d'information. <https://www.askoli.net/fr/app-vsoaslfp-avantages-membres>



Le film de ce magazine est biodégradable et 100% compostable.



Papier portant le label FSC : marque de qualité pour une gestion durable des forêts.

## Colophon

**Editeur Responsable**  
**Membres de la rédaction**

François Fernandez-Corrales, Rue Longue Vie 27-29, 1050 Bruxelles  
Pierre Boquet, Patricia Chenoy, Koen De Backer, Henri De Baer,  
Sandra Deprez, Laurence Gastout, Catherine Henrard, Nicole Hertoghs,  
Marnix Heyndrickx, Martine Renaux, Patrick Roijens, Guy Van Cauwen-  
berghe, Nancy Van Quekelberghe et Patrick Waumans  
Bert Cornelis  
Cindy Willem  
Bea Foubert  
Creative Plus Production  
Hoorens Printing

**Rédaction finale**  
**Communication**  
**Direction et Publicité**  
**Préresse**  
**Impression**





# Diète ?

« Si la mise à la diète continue, il ne restera bientôt plus rien du service public ! »

**À** l'heure d'écrire ces quelques lignes, nous n'avons toujours pas de gouvernement fédéral. Il semble que pour pouvoir négocier il faut que tout le monde soit en ordre de marche. Or ce n'est pas le cas, car plusieurs partis doivent encore élire leurs présidents. La population belge doit attendre les élections de présidents de partis. Quelle absurdité. Mais c'est donc possible. Sinon, ces partis sont d'accord sur l'urgence d'avoir un nouveau gouvernement, mais apparemment entre le discours et les actes, il y a une marge.

Serons-nous encore mis à la diète dans la fonction publique ? Lorsque nous voyons comment se profile l'autorité en Flandre, nous craignons le pire. Des économies à tous les étages, sous la devise « faire plus avec moins de moyens ». A quoi ont donc servi les économies faites lors de la législature précédente, si nous voyons que le trou budgétaire s'agrandit toujours plus ? Un véritable puits sans fond ! En Flandre, cela ne fait pas de doute, nous serons bien mis à la diète.

En communauté française, le déficit budgétaire n'a jamais été aussi abyssal ! Comment pourrions-nous un jour le corriger ? Pas avant 2024 selon le ministre-président. La solution ? Une

mise à la diète avec toutes les conséquences qui s'ensuivront.

Nos services de sécurité ont subi de plein fouet les politiques d'économies de ces dernières années. Nos hommes du feu travaillent dans des conditions déplorables. La plupart des casernes ne sont pas entretenues. En réponse à la violence croissante à l'égard des pompiers, l'autorité leur propose des formations en gestion de conflits. Comme si les investissements n'étaient pas à mettre ailleurs ! Alors diète ou pas ?

Nos policiers ne sont pas mieux lotis : manque d'effectifs, manque de moyens et critiques sur leurs interventions, même de la part du politique. Y aurait-il une embellie dans le prochain gouvernement fédéral ? A voir, à force on s'habituerait presque à être mis au régime !

Les temps sont durs, surtout pour les services publics ; et le politique veut encore les amincir de plus en plus. Si nous continuons d'être mis à la diète, il ne restera bientôt plus rien du service public ! ■



François Fernandez-Corrales, Président général du SLFP.



## ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER DU SLFP

Inscrivez-vous via <https://www.slfp.eu/newsletter>

## SUIVEZ-NOUS SUR INSTAGRAM

Vous pouvez dorénavant aussi suivre le SLFP sur Instagram : [www.instagram.com/slfp.syndicat](https://www.instagram.com/slfp.syndicat)



## Service minimum dans les prisons

## Pour le SLFP : No pasaran

**Le service minimum proposé par le ministre de la Justice est carrément un coup porté aux droits syndicaux et donc aussi au droit de grève. Ce même ministre ne parvient cependant pas à recruter suffisamment de personnel pour les prisons. Le SLFP maintient résolument sa position de « no pasaran » dans ce dossier. Argument s'est entretenu avec Eddy De Smedt, Secrétaire permanent SLFP-Prisons Nord.**



**L**e service minimum implique que lors de chaque grève, le chef d'établissement de la prison doit établir une liste des membres du personnel ayant déclaré qu'ils ne participeront pas à la grève, et ce dans les 72 heures avant le début de la grève. Ce faisant, le chef d'établissement peut établir un planning en vue de garantir un service minimum aux détenus. C'est la théorie. Pratiquement, il s'agit d'une érosion du droit de grève.

**Statut spécial**

Le SLFP aurait solutionné cette question pénible autrement et mieux. Le SLFP demande depuis belle lurette un statut spécial pour les institutions pénitentiaires, afin d'éviter une dérogation quant à la concertation sociale, au statut syndical et au droit général de grève.

En début octobre, le personnel de la prison d'Anvers est parti en grève pour exprimer son mécontentement à propos du manque de personnel. Les gardiens réclamaient des adaptations au ré-

gime pénitentiaire pour maintenir la faisabilité de la situation et pouvoir ainsi faire quelque peu face au manque de personnel. La concertation entre les syndicats et la direction n'a pas apporté l'apaisement par manque de concessions.

Au cours des négociations il était prévu que l'on recherche en premier lieu au niveau local une approbation du nombre de membres du personnel pour le service minimum. Toutefois, un avis négatif a été remis à ce sujet dans toutes les institutions. Il restait 3 mois à l'autorité pour aboutir à une solution par le biais d'une concertation à un niveau supérieur.

**« Une revalorisation de la fonction du personnel des prisons est d'une importance vitale »**

**Le manque de personnel est un mal déjà ancien. Y a-t-il donc trop peu de recrutement ou trop peu d'effectifs ?**

**Eddy De Smedt :** « Le problème est double. D'une part, il n'y a pas suffisamment de réaction à l'ouverture des postes vacants pour participer aux examens. D'autre part, le nombre de réussites aux examens est très faible. Et tous les membres du personnel ayant réussi à l'examen n'acceptent pas nécessairement le job. Certains se dirigent vers d'autres services publics fédéraux ou vers le privé. Selon l'autorité, le problème du recrutement se situe au niveau de la pénurie sur le marché du travail. Pour nous, il est clair qu'une revalorisation de la fonction du personnel des prisons est d'une importance vitale. L'insuffisance dans le recrutement a pour effet que des jours de récupération et des congés sont retirés et que les gens ne peuvent plus prendre congé, mais aussi que la charge de travail a fortement augmenté, exposant le personnel à la fatigue et aux maladies. En janvier,

par exemple, on a travaillé tous les jours avec un manque de 15 à 21 membres du personnel sur le planning journalier. Cela engendre de l'insécurité sur les lieux de travail. »

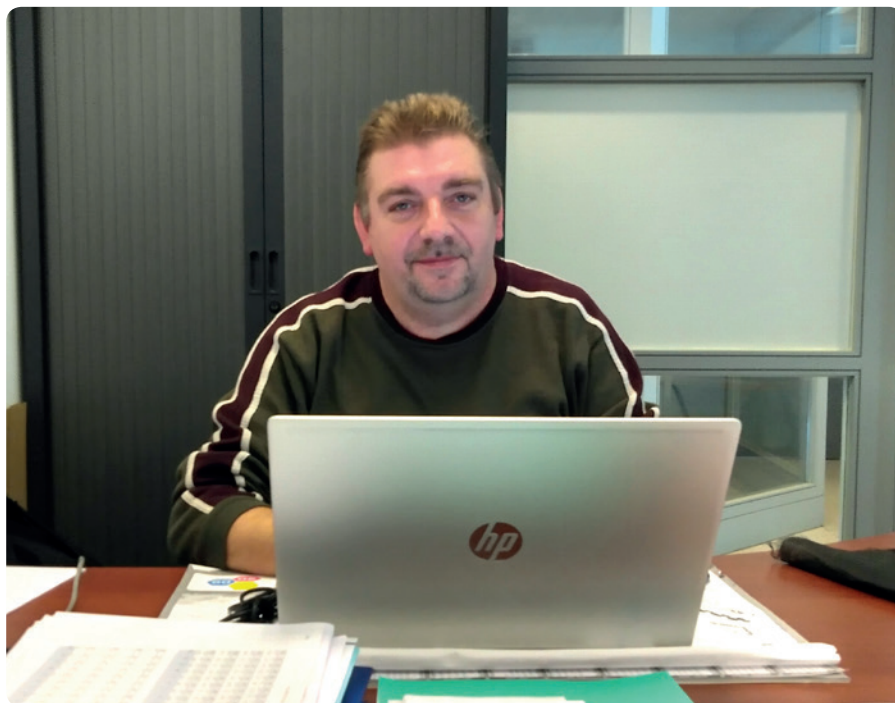
### Des journaux mentionnent que des détenus ne peuvent ni prendre une douche ni quitter leur cellule pendant 12 jours ?

**Eddy De Smedt :** « Ce qu'on pouvait lire dans les journaux ne correspond pas à la réalité. Le quatrième jour de la grève, les détenus pouvaient déjà prendre une douche. L'histoire a mené sa propre vie à la suite d'une lettre ouverte du directeur de la prison de Merksplas dans laquelle il disait qu'il y avait violation des droits humains. En dépit du service minimum. Toutefois, madame Van de Vijver, la porte-parole de l'EPI, indiquait elle-même dans le journal que les détenus avaient la possibilité de prendre une douche après 4 jours. Mais il est vrai qu'il n'y avait et qu'il n'y a guère de marge lorsque la police prend le relais. Bien sûr, nous le déplorons. Les détenus ne doivent certes pas être les dupes d'un conflit. Mais c'est le seul moyen d'être entendu, sachant que la procédure d'alarme était en cours depuis des mois pour l'institution d'Anvers et que les différentes négociations n'avaient donné que de vaines promesses sans aucune solution. »

## « L'entretien avec le ministre de la Justice n'a malheureusement pas abouti à des solutions »

### La rencontre avec le ministre de la Justice Koen Geens n'a pas donné satisfaction. Qu'en est-il ressorti ?

**Eddy De Smedt :** « L'entretien avec le ministre de la Justice n'a malheureusement pas abouti à une solution parce qu'il a remis la responsabilité d'arriver à une solution entre les mains de la direction locale. Après une nouvelle semaine de grève et de négociations, la plupart des revendications ont finalement été exaucées. C'est ainsi que la palette a été adaptée, déjà 48 heures à l'avance on veillera à apporter des adaptations éventuelles en tenant compte du manque de personnel connu à ce moment. La demande d'organiser alternativement un jour



Eddy De Smedt

de promenade et un jour de visites n'a pas été totalement retenue mais la règle des 48 heures constitue tout de même une concession dans ce domaine. »

### Qu'implique exactement ce service minimum obligatoire ? Que représente-t-il en pratique ?

**Eddy De Smedt :** « Par le service minimum obligatoire, on veut en premier lieu surtout satisfaire aux exigences de l'Europe et à la loi de principe concernant les détenus. Le service minimum implique que lors de grèves on attendra du personnel qu'il fasse connaître à l'avance son intention de faire grève ou de travailler. Sur la base de cette intention, une liste sera établie indiquant le nombre de membres du personnel présents. S'il y a insuffisance de personnel, on fera appel au gouverneur pour désigner des personnes devant se rendre sur les lieux de travail. Si des personnes désignées par le gouverneur ou qui avaient exprimé leur intention de venir travailler ne se présentent pas, elles seront frappées d'une sanction administrative : absence non justifiée, qui a pour effet une perte d'ancienneté. On veut ainsi en arriver à une présence du cadre d'environ 60% d'une liste normale de personnel actif afin de subvenir aux besoins essentiels. »

### Quels sont les besoins essentiels ?

**Eddy De Smedt :** « Eh bien, pendant la grève chaque détenu reçoit au moins un repas chaud.

Il doit pouvoir se soigner correctement et maintenir son espace de vie en bon état. Dans le cas d'une grève de plus de deux jours, le détenu peut prendre au moins deux douches sur une période d'une semaine. Il doit recevoir tous les soins en matière de santé et passer au moins une heure à l'air libre. Il doit aussi pouvoir recevoir la visite de sa famille, communiquer quotidiennement par courrier, ou en cas de grève de plus de deux jours recevoir de la visite au moins une fois par semaine ou passer un appel téléphonique. Il doit aussi pouvoir recevoir un avocat ou pouvoir répondre à ses besoins religieux ou philosophiques. »

### Qu'est-ce que cela signifie en pratique ?

**Eddy De Smedt :** « En pratique cela signifie qu'étant donné que l'autorité ne parvient pas à remplir les cadres et que nous devons travailler tous les jours dans toutes les institutions avec un manque de personnel, nous devons malgré tout prévoir environ 60% du personnel sur le lieu de travail. En pratique, cela veut aussi dire que la majeure partie des activités est couverte. Cela a pour effet qu'il sera fortement porté atteinte au droit de grève et que l'intensité de l'action sera réduite au minimum. »

Interview :  
Cindy WILLEM et Bert CORNELIS



World Police and Fire Games avec nos pompiers

# Reconnaissance internationale pour la délégation belge

Les services d'incendie bruxellois prennent en charge 350 à 400 interventions par 24 heures dans les 19 communes de Bruxelles. Ces hommes et ces femmes sont, jour après jour, après jour prêts à intervenir dans les incendies, les accidents de la circulation mais aussi en cas d'inondations ou d'animaux en difficulté... Une bonne condition physique est donc indispensable. Certains brillent d'ailleurs dans un certain nombre de disciplines sportives. Pour preuve, la récolte de 44 médailles aux World Police and Fire Games à Chengdu, en Chine.



Les pompiers de Bruxelles en Chine

Tous les deux ans, quelque 12.000 agents et pompiers venant de 70 pays participent aux World Police and Fire Games. Après les Jeux Olympiques, c'est la compétition sportive la plus importante au monde. Ces Jeux sont comme de véritables Jeux Olympiques : une cérémonie d'ouverture avec les drapeaux des pays participants et un défilé de toutes les équipes ; l'esprit de concurrence et de compétition ; l'ambiance parmi les supporters... ; et un énorme show de clôture.

Lors de l'édition précédente, à Los Angeles aux Etats-Unis, les pompiers bruxellois avaient remporté 30 médailles. Grâce au subside de la Région Bruxelloise, ils ont pu envoyer cette fois une délégation plus nombreuse. Philippe Dupan, du

service de communication des pompiers bruxellois, annonce avec beaucoup de fierté que les 38 participants ont récolté 14 médailles de plus qu'il y a deux ans : 17 médailles d'or, 11 médailles d'argent et 16 médailles de bronze. Ce succès, ils le doivent à une parfaite préparation.



Différents participants ont remporté des médailles en cyclisme, crossfit, triathlon, natation, judo... Il y a en dehors de cela quelques disciplines basées sur le job de pompier telle la lourde épreuve « Ultimate Firefighter », en individuel et en équipe.

Aucune femme n'a participé à cette édition en Chine. Mais il y a en a bien qui s'entraînent et entrent en ligne de compte pour rejoindre l'équipe. La période de vacances et le timing étaient la cause de leur absence. Quelques autres membres de l'équipe n'ont pu participer en raison des vacances et de missions à remplir. Il y avait également quelques participants issus des services de police de Bruges et des pompiers d'Anvers, qui ont remporté 10 médailles.

Les Belges ont réalisé une super prestation qui leur a valu une reconnaissance internationale.

### Deuil des collègues disparus

Tandis que les sportifs mettaient tout en œuvre pour faire honneur à la Belgique, deux de leurs collègues sont décédés et quatre autres ont été blessés lors d'un violent incendie dans un immeuble abandonné à Beringen. Le choc s'est répercuté jusqu'à Chengdu. Tout le groupe s'est retrouvé dans une caserne des services d'incendie proche du lieu où se tenaient les jeux pour y rendre hommage aux collègues décédés. Ils y ont respecté une minute de silence.

### Pays-Bas, préparez-vous

Les projets sont ambitieux pour la prochaine édition qui se tiendra en 2021 à Rotterdam. Une équipe plus nombreuse encore de Bruxelles, probablement 50 sportifs, se rendra à Rotterdam pour enlever encore plus de médailles. Le déplacement sera assurément plus rapide et plus aisé. Nous leur souhaitons beaucoup de succès !



Marc Marien a remporté 5 médailles dans la catégorie 60-plus.



Philippe Dupan, coach de l'équipe de football 5 contre 5, a atteint les 1/4 de finale contre la Thaïlande. Ce pays est finalement devenu champion du monde.

**Cindy WILLEM**  
Responsable communication

## Le revers de la médaille

# Les pompiers bientôt à bout de souffle

**P**ersonne ne met en doute que les hommes et les femmes du feu exercent un métier pénible. Ils sont toujours prêts à répondre à un appel pour porter secours à des concitoyens en difficulté et souvent dans des conditions difficiles. On doit malheureusement constater qu'ils ne doivent pas seulement combattre le feu, mais qu'ils doivent aussi affronter l'agression de têtes brûlées.

En France, on compte en moyenne cinq agressions par jour. La Belgique ne dispose malheureusement pas de banques de données, nous confie Eric Labourdette, responsable du secteur zones de secours auprès du SLFP. L'autorité politique prête-t-elle suffisamment d'attention aux services d'incendie ?

### Impunité

Selon Eric Labourdette, la progression des agressions est surtout due à l'impunité. Les incidents, la nuit de la Saint-Sylvestre, dans différentes communes bruxelloises au cours desquels les pompiers ont été harcelés par des auteurs de troubles sont encore présents dans tous les esprits. En août encore, un agresseur a donné un coup de poing dans la figure d'un pompier. Celui-ci est resté en incapacité de travail pendant une semaine. Cela s'est passé lors de l'extinction d'un feu dans un conteneur de déchets à Laeken. Les médias parlaient de formations pour les gens du feu en Belgique et en France

concernant la gestion des agressions. Ces formations font déjà partie du vaste programme de formation. Mais n'est-ce pas le monde à l'envers ? Les pompiers ont-ils vraiment besoin d'une formation supplémentaire ? Ou y a-t-il un problème dans notre société ? La violence à l'égard des policiers, des ambulanciers... ou des secouristes ne cesse d'augmenter.

### Vers une nouvelle caserne

L'état de la caserne située à l'Héliport de Bruxelles est de plus en plus préoccupant. La caserne de pompiers construite il y a 40 ans ne correspond plus aux normes actuelles. Deux hommes nettoient quotidiennement les tuyaux d'incendie dans une cave humide, sans fenêtres et sans aucune ventilation. La caserne n'est pas adaptée pour y mettre du personnel féminin au travail. Il n'y a tout simplement pas suffisamment d'espace pour y travailler convenablement.

L'annonce par Pascal Smet, secrétaire d'Etat chargé entre autres de la Lutte contre l'incendie et de l'Aide médicale urgente, de la construction d'une nouvelle caserne centrale pour les pompiers bruxellois donne de l'espoir. Mais le temps presse. Espérons que l'autorité trouvera rapidement un nouvel emplacement pour entamer la construction et pour y héberger tant les pompiers que les 250 collaborateurs administratifs qui travaillent actuellement sur le site de l'Héliport. Le groupe de travail responsable de la construction du nouveau site poursuit ses travaux. La caserne devrait être prête d'ici la fin de la législature.

### Des perspectives budgétaires positives

Le gouvernement bruxellois a conclu un accord sur son budget 2020. Il y aura un supplément de 3.808.000 euros pour les services d'incendie bruxellois par rapport au budget initial de 2019. Ces fonds supplémentaires seront destinés à :

- l'indexation des salaires (dépassement de l'indice-pivot) ;
- l'adaptation des primes ;
- la rénovation et la sécurisation des bâtiments ;
- l'achat de suffisamment de matériel et d'équipement.

**Cindy WILLEM**  
Responsable communication

« Comme si nous n'avions pas déjà assez de cours à suivre ! C'est la société qui a besoin d'être formée »

# FGÖD Die Deutschsprachige Gemeinschaft bleibt am Zuge

**Aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft haben wir einiges zu berichten. Horst Kemper von der FGÖD-Post ist in den wohlverdienten Ruhestand getreten. Sein Abgang läutet gleich einen Durchstart ein, denn die ausgezeichnete Arbeit muss selbstverständlich fortgesetzt werden. Wer sich berufen fühlt, kann sich gern melden und mit diesem fabelhaften Team ans Werk gehen.**

## « An unsere Mitglieder in der DG: setzen Sie sich mit Ihrer FGÖD-Stelle in Eupen in Verbindung! »

Horst Kemper, der bei der FGÖD-Post aktiv ist und auch unser Pionier in der DG in Eupen ist, ist in den Ruhestand getreten! Horst hat seine Karriere bei Bpost im Jahre 1993 angetreten; schnell wurde er Gewerkschaftsvertreter und dann Vorsitzender der FGÖD-Abteilung Lüttich. Zusammen mit seinen FGÖD-Kollegen - unter anderem Robert Sikivie und Michel Rosier - hat er die Anwerbung neuer Mitglieder geboostet: dass die FGÖD-Post in Lüttich und in der DG so stark ist, ist mit Sicherheit sein Verdienst, ihr Verdienst. Vielen Dank Horst! Die gesamte FGÖD wünscht Dir eine lange und glückliche Pension.

Die erste deutschsprachige Abteilung der FGÖD-Post ist im Jahre 2006 entstanden. Diese wurde einem breiten Publikum im Hotel Bosten in Eupen vorgestellt. Weitere Schritte wurden gemacht!

Die FGÖD-Post hat 2010 das ehemalige Restaurant „Fiasko“ im Eupener Stadtzentrum umgebaut. Der nationale Vorsitzende der FGÖD-Post hat dieses schöne Gebäude als „Frans Mievis Zentrum“ eingeweiht. Horst hat bedeutende Zeichen bei der Schaffung einer Deutschsprachigen Gemeinschaft innerhalb der FGÖD gesetzt. Darauf sind wir zu Recht stolz.

### Weiterer Ausbau

Horst bleibt weiterhin tätig im praktischen Betrieb des Gebäudes in Eupen, von wo aus die FGÖD-Stelle geleitet wird. Die Pensionierung von Horst läutet einen sofortigen Durchstart

für die FGÖD in der Deutschsprachigen Gemeinschaft ein.

Von unserem Lokalsekretariat in Eupen aus arbeitet Anneliese Servais seit dem 1. Oktober dieses Jahres als Koordinatorin zwischen allen FGÖD-Gruppen weiter auf den von Horst gelegten Fundamenten. Sie vertieft und erweitert die Kontakte zu allen Behörden des öffent-



Anneliese Servais



Horst Kemper, Marc De Mulder et Renate

lichen Sektors in der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Versammlungen mit den deutschsprachigen Vertretern von diversen FGÖD-Gruppen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft haben sich mittlerweile als sehr produktiv erwiesen; sie hat alle Behörden angeschrieben, damit die FGÖD tatsächlich eingeladen und bei Beratungen und Verhandlungen eingebunden wird. In Zusammenarbeit mit Frau Cindy Willem, Verantwortliche für die Kommunikation, gestaltet sie unsere Website [www.fgod.eu](http://www.fgod.eu). Schauen Sie gern mal rein! Die Mitglieder, die beim FGÖD als deutschsprachig geführt werden, haben am 14. Oktober ein persönliches Schreiben in ihrem Briefkasten erhalten.

### Gesucht: Mitarbeiter

Die FGÖD-Stelle Eupen sucht Vertreter oder Ansprechpartner unter unseren deutschsprachigen Mitgliedern. Die FGÖD-Gruppen bleiben selbstverständlich verantwortlich für den eigenen Betrieb.

Sie sind deutschsprachig und wollen als Ansprechpartner oder Vertreter fungieren? Falls Sie Fragen oder Vorschläge haben, melden Sie sich unter [koordination@fgod.eu](mailto:koordination@fgod.eu)! Auch Mitglieder, die in unserer Datenbank noch nicht als deutschsprachig geführt werden, können unter dieser Mail melden, dass sie deutschsprachig sind. Das werden wir dann berücksichtigen. Lasst uns die Ärmel hochkrempeln. Die FGÖD ist bereit.

An die Arbeit!

Vous désirez lire cet article en langue française ? Consultez notre site [www.slfp.eu](http://www.slfp.eu)



# La Cour Constitutionnelle rejette le recours du SLFP

« Payer pour faire prendre en compte la période des études dans la pension de fonctionnaire est autorisé, selon la Cour »



Le SLFP est la seule organisation syndicale qui au printemps 2018 s'est adressée à la Cour Constitutionnelle pour introduire un recours en annulation des dispositions légales rendant les années d'études payantes pour les faire prendre en compte dans le calcul de la pension de fonctionnaire. La Fédération Wallonie-Bruxelles s'est ralliée plus tard à notre procédure devant la Cour Constitutionnelle.

## Arrêt de la Cour Constitutionnelle

La Cour Constitutionnelle s'est prononcée le 24 octobre 2019, un an et demi après l'introduction de la procédure. Le SLFP a exposé trois motivations pour justifier l'annulation. La Fédération Wallonie-Bruxelles a ajouté encore une autre motivation. Le SLFP est déçu, non seulement du rejet de son recours, mais aussi et surtout du manque de motivation par la Cour Constitutionnelle pour conclure à un tel arrêt.

La Cour renvoie laconiquement aux travaux parlementaires préparatoires, à l'exposé des motifs de la loi, à l'avis de la Commission Parlementaire des Pensions et à l'accord de gouvernement, sans examiner les arguments et les pièces y afférentes avancés par le SLFP.

Le SLFP faisait reposer essentiellement son recours sur l'avis de l'inspection des Finances, à

savoir que cette mesure en matière de pension concernant la période des études est défavorable sur le long terme. En bref, cela signifie que cette réforme ne répond pas aux exigences de l'intérêt général nécessaires à sa mise en œuvre. Cela signifie que cette réforme n'est pas objective et n'est pas raisonnablement justifiée.

En effet, l'Etat belge organise cette réforme des pensions pour compenser les frais du vieillissement de la population, c'est ce qu'il indique aussi dans les exposés des motifs. L'avis de l'Inspection des Finances démontre que cela ne constitue aucune économie sur le long terme !

La Cour Constitutionnelle ne développe aucun raisonnement sur l'essence même de notre appel. La seule référence faite se trouve en page 5 de l'arrêt, renvoyant à nouveau et indûment au débat parlementaire : « Se référant aux seuls avis de l'inspecteur des Finances et du Conseil d'Etat, les parties requérantes concluent que la loi attaquée ne poursuivrait pas un objectif légitime. Les réticences émises dans ces avis non contraignants ont été rencontrées dans le cadre du débat parlementaire ».

## Déception et étonnement

La Cour indique également qu'il revient au législateur d'apprécier dans quelle mesure il est

opportun de prendre des mesures en vue d'économies en matière de pensions de retraite et de survie. La Cour indique dans son attendu B 9 : « Il dispose à cet égard d'un pouvoir d'appréciation d'autant plus large lorsque la réglementation concernée a fait l'objet d'une concertation sociale » ». Même sans accord ! La concertation sociale devient-elle un faux-fuyant pour faire passer des économies bien plus vastes ? Le SLFP déplore ce manque de réflexion, indigne de la Cour Constitutionnelle, et il déplore cet arrêt.

## Contre quelles mesures le SLFP a-t-il engagé une procédure ?

Celui qui était nommé avant le 1er décembre 2017 et partait à la pension avant le 1er décembre 2018, voyait ses périodes d'études reprises tout à fait gratuitement dans le calcul du montant de sa pension, si son diplôme était nécessaire à son engagement ou à sa promotion. C'est ce qu'il est convenu d'appeler la « bonification gratuite pour diplôme ». Les fonctionnaires nommés le 1er décembre 2017 ne gardent qu'une partie de la bonification gratuite pour diplôme. Celui qui n'était pas encore nommé ne reçoit plus de bonification gratuite pour diplôme.

## Et pourquoi ?

C'est tout simplement une économie sur le dos du fonctionnaire déjà tellement sollicité. C'est lui qui reçoit la facture : s'il ne paie pas, il subit normalement une perte sur sa pension. S'il paie, il alimente immédiatement les caisses de l'Etat et il perçoit - bien sûr lorsqu'il peut partir à la pension - le montant de pension auquel il avait précédemment tout simplement droit. Un revenu immédiat donc. Les femmes sont sanctionnées doublement : elles n'ont généralement pas une carrière complète et elles bénéficient par conséquent d'une pension moindre.

Les règles du jeu sont modifiées au milieu de la partie. C'est comme si on déplaçait le goal alors qu'on marque un but.

Bea FOUBERT  
Secrétaire général

# Le SLFP-Poste renforcé

Grâce à l'augmentation des moyens syndicaux, le SLFP-Poste a renforcé son organisation. Des changements internes ont également eu lieu. Tout cela avec pour objectif d'encore mieux représenter les intérêts de nos membres.



## Pension

Le 1er décembre 2019, notre Président National, Marc De Mulder, partira pour une pension bien méritée. En raison de l'absence pour cause de maladie du président nouvellement élu, Henk Clauwaert, le Bureau national a demandé à **Paul Herregodts** d'assumer la fonction de Président National du SLFP groupe Poste aussi longtemps que nécessaire. Le Comité national a accepté cette nomination à l'unanimité.

**Patrick Waumans** rejoint l'équipe des secrétaires permanents au Secrétariat national de la galerie du Centre. Patrick travaille pour le SLFP depuis 2001 et a été actif en tant que délégué de secteur sur la région de Flandre Orientale et Occidentale durant les 12 dernières années.

Les nombreux projets en cours chez Mail nécessitaient la désignation d'une personne au sein du SLFP groupe Poste afin de suivre ces projets de très près. **Luc Tegethoffs** accomplira cette tâche. Luc est actif depuis 2015 en tant que délégué de secteur en Flandre Occidentale et à Gand X. Il continuera à s'occuper de Gand X et du département Mail au sein des services centraux en tant que délégué de secteur.



La région où Patrick était délégué de secteur, une partie en Flandre Orientale et une partie en Flandre Occidentale, est reprise par **Saskia Verleye**. Jusqu'à récemment, Saskia était gestionnaire du personnel au sein du Mail Center (MC) d'Oudenaarde.



La partie de la Flandre Occidentale, où Luc était actif en tant que délégué de secteur passe sous la responsabilité de **Sandy Devriese**. Jusqu'à tout récemment, Sandy était également gestionnaire du personnel mais au MC d'Oostende.

**Danny Vanhee** ne sera plus le délégué de secteur responsable du Brabant flamand mais s'occupera uniquement de Bruxelles. A l'exception de NBX (New Bruxelles X) et des services centraux.



Nouvelle venue au SLFP groupe Poste, **Iris Vancutsem** s'occupera de la région de Tervuren, Halle et Vilvoorde, des Contact centers au niveau des services centraux, de GSO et du DDC. Iris a travaillé jusqu'à récemment en tant qu'agent au Contact Center de Bruxelles, elle était également Présidente de la Régionale pour les Services centraux.

**Nancy Van Quekelberghe** combinera sa fonction de secrétaire de direction avec celle de déléguée de secteur. Elle prendra sous sa responsabilité les départements restants au sein des services centraux.

**Johan Janssen**, délégué de secteur, anciennement actif dans le Limbourg et dans une partie du Brabant flamand, se concentrera désormais sur le Brabant flamand, à l'exception de la région Tervuren, Halle et Vilvoorde.



Dans le Limbourg, le délégué de secteur qui rejoint l'équipe n'est pas un nouveau venu, il s'agit de **Johnny Mundus**. Johnny qui était le Président de la Régionale et avait déjà pris la relève de Johan Janssen a maintenant été définitivement recruté comme délégué de secteur dans la région.

**Pieter Schelkens** sera encore le délégué de secteur responsable de la Flandre Orientale, il ne sera plus actif à Anvers et dans le Brabant flamand.



En raison de ces glissements, le délégué du secteur **Ivo Tambeur** s'occupera également de Malines et Malines-timbres en plus de ses bureaux à Anvers. Il ne sera plus actif dans le Brabant flamand.

Nouveau venu également au sein du SLFP-Poste, **Miguel Roman Martin** vient renforcer l'équipe en Wallonie. Il se concentrera spécifiquement sur les régions de Mouscron, Tournai et Ath. Miguel était jusqu'à récemment collaborateur commercial dans le bureau Retail de Rebecq.



Enfin, l'équipe qui gère la zone Liège-Luxembourg sera également renforcée avec l'arrivée de **Laurent Nulluy**. Laurent a travaillé précédemment comme agent des postes distributeur à Waremme Mail et était également Président de la Régionale Liège-Luxembourg.

## Bon succès

Ces changements et nominations de nouvelles forces devraient permettre au SLFP-Poste d'être omniprésent au sein des différents départements de bpost et cela avec le soutien national nécessaire. Nous souhaitons la bienvenue à nos nouveaux collègues et leur souhaitons, ainsi qu'aux collègues qui relèvent de nouveaux défis à l'avenir, beaucoup de succès.



# Plan FFP, où en sommes-nous ?

**Lors de la dernière Commission Paritaire du lundi 21 octobre 2019, le management a pris la décision de mettre tous les dossiers des Business Units et des nouvelles règles HR à l'agenda**



division par division et non pas à l'échelle de l'entreprise. Appliquer le plan par division implique que la possibilité de reclassement des personnes perdant leur emploi sera plus que limitée au sein de Proximus et que des licenciements auront bien lieu.

Dans le courant du mois de novembre, nos membres pourront consulter l'ensemble des dossiers les concernant auprès des délégués du SLFP. L'entreprise compte informer les collaborateurs via les team leaders de l'impact de cette révolution au sein de leurs équipes.

Cette décision a été prise sans aucun doute dans le but d'activer l'article 35 de la loi du 21 mars 1991 relative aux entreprises publiques autonomes, la volonté de Proximus étant d'appliquer le plan coûte que coûte avec ou sans la majorité des 2/3 de la prochaine Commission Paritaire prévue, à ce jour, le 27 novembre 2019.

À la suite de notre intervention, des conciliateurs sociaux du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale nous ont rejoints le 13 septembre 2019. Après 15 jours de négociations ardues, nous avons pu modifier certains paramètres du contenu du plan sans toutefois pouvoir en modifier la structure générale. Nous ne comprenons pas que le plan soit appliqué

Le SLFP invitera ses membres avant la fin du mois de novembre - des informations complémentaires leur parviendront par newsletter - à donner leur avis et à confirmer s'ils soutiennent ou rejettent la mise en œuvre du plan. Le SLFP fera part de sa décision en Commission Paritaire après avoir fait le décompte des voix exprimées ! ■





# Que se passe-t-il dans nos hôpitaux publics ?

**Nos hôpitaux sont frappés par des restrictions budgétaires de plus en plus importantes. Par ailleurs, ils sont confrontés à une prise en charge des patients dans des délais de plus en plus courts et ce afin de maintenir l'équilibre financier.**



**E**n parallèle la création des réseaux hospitaliers loco-régionaux semble se dessiner de plus en plus. Dès lors, nous n'avons aucune certitude du maintien des hôpitaux publics dans notre pays. Tout ceci occasionne un certain malaise et mal-être pour le personnel.

Depuis cet été, à Bruxelles, des groupes de travail ont été mis en place en collaboration avec les directions, les organisations syndicales, les travailleurs de terrain et les mandataires politiques du réseau Iris, afin de demander un refinancement du secteur.

Comme vous avez pu l'entendre par les différents canaux de communication, chaque semaine un

rassemblement, composé des travailleurs, des organisations syndicales et des membres de la direction est organisé devant les hôpitaux publics : les mardis des blouses blanches.

Vos délégués sont évidemment présents à chaque rassemblement.

Le but de ces rassemblements est de maintenir la pression....

## **Les aides-soignants, des infirmiers à moindre coût ?**

De nouveaux actes ont été ajoutés à la liste d'actes que l'infirmier peut déléguer aux aides-soignants. (\*)

## **Pour qui ?**

Les personnes qui depuis le 1er septembre 2019, répondent aux conditions d'enregistrement comme aide-soignant telles que prévues dans l'article 2 de l'arrêté royal du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant, et pour lesquelles le programme de formation comporte au moins 150 heures effectives relatives à l'exécution de ces activités dont au maximum la moitié est constituée de stage.

Les aides-soignants enregistrés avant le 1er septembre 2019 ne sont pas obligés de se former à la pratique des actes. Ils ne pourront dès lors par les prester.



### Quels sont ces actes ?

- Mesure de paramètres concernant les différentes fonctions biologiques, y compris la mesure de la glycémie par prélèvement sanguin capillaire. L'aide-soignant doit faire rapport de ces mesures dans les meilleurs délais et de manière précise à l'infirmier.
- Administration de médicaments, à l'exclusion des substances stupéfiants, préparés par un infirmier ou un pharmacien, par les voies d'administration suivantes :
  - orale (y compris l'inhalation) ;
  - rectale ;
  - gouttes ophtalmiques ;
  - gouttes auriculaires ;
  - percutanée, et sous-cutanée : uniquement pour l'injection sous-cutanée d'héparine fractionnée.
- Alimentation et hydratation par voie orale.
- Enlèvement manuel de fécalomes.
- Application de bandages ou de bas destinés à prévenir et/ou à traiter des affections veineuses



### Qu'en est-il de la prime Ific ?

Les 14 hôpitaux publics du territoire faisant partie de l'étude ont dû rentrer auprès du Maribel Social, leur listing complet du nombre de personnes pouvant bénéficier de la prime institut des classifications de fonctions, Ific.

Petit rappel : la prime sera d'un montant de 236 euros brut sur base d'un temps plein en fonction au 1 janvier 2019.

La prime sera donc en principe versée fin décembre 2019. ■

**Patricia CHENOY, Présidente National**  
**Marion DEDROOG, Mandataire Permanent**

(\*Arrêté royal du 27 février 2019 publié le 18 mars 2019, arrêté royal modifiant l'A.R. du 12 janvier 2006, fixant les activités infirmières qui peuvent être effectués par les aides-soignants et les conditions dans lesquelles ils peuvent poser ces actes.)

**Emploi vacant de collaborateur administratif au SLFP au groupe ALR (administrations locales et régionales)**

## NOUS RECRUTONS UN COLLABORATEUR ADMINISTRATIF H/F Temps plein niveau D ou C

### Lieu de travail :

SLFP

Secrétariat National

rue de la Loi, 28 à 1040 Bruxelles

### Conditions :

- être agent contractuel ou statutaire actif au sein d'une administration locale et régionale
- être membre du SLFP

### Description de fonction :

- travail administratif divers et varié
- accueil téléphonique

### Compétences :

- sens des responsabilités
- bonne connaissance de l'orthographe
- le bilinguisme est un atout

### Capacités techniques :

- connaissances PC et logiciels (word, excel, .....)

Ce poste vous intéresse, et vous souhaitez en savoir plus ?

Faites parvenir votre candidature avant le 30 novembre 2019, accompagnée de votre curriculum vitae, à Mme Patricia Chenoy, Présidente Nationale, rue de la Loi, 28 bte 11 à 1040 Bruxelles.

Entretien avec Alois Van Craen (bientôt 100 ans!),  
un des derniers anciens combattants de la Brigade Piron encore en vie



## « Les balles sifflaient près de mes oreilles »

Parce que nous ne pouvons pas oublier ce qu'ils ont fait pour nous, nous rencontrons Alois Van Craen, un des deux anciens combattants de la Brigade Piron encore en vie. Alois est l'ainé d'une fratrie de 6 enfants et aura 100 ans ce 11 décembre. Nous le rencontrons pour cette interview dans sa chambre d'une maison de repos à Aarschot, en Brabant-Flamand.

### Comment s'est passé, pour vous, le début de la guerre ?

« Au début, je tentais de retrouver ma fiancée mais à l'époque tout le monde se cachait. Comme ma future belle-mère était anglaise, sa famille pouvait rejoindre l'Angleterre. Malgré le fait que je n'avais pas de papiers avec moi, j'ai tout de même été à Calais avec elle et j'ai pu rejoindre le remorqueur. J'étais grand, blond, sans papiers et tout le monde était méfiant. C'était donc difficile de prouver mon identité. Heureusement j'ai été reconnu par un client du salon de coiffure dans lequel j'avais travaillé. »

### Avez-vous pu vous marier dans ces circonstances ?

Il m'a fallu du temps pour retrouver ma fiancée en Angleterre mais j'ai finalement pu épouser Mary le 30 juillet 1940 à Fulham. Cependant, nos retrouvailles ont été de courte durée car mes beaux-parents ont eu l'occasion d'aller travailler à 160 km de Londres. Et moi, j'ai été appelé à servir dans l'armée.

### Est-ce que la formation militaire a été dure ?

« J'ai été incorporé en février 1940 dans la Brigade de libération, plus connue sous le nom de Brigade Piron. La formation a duré 3 ans et a été très difficile. Nous devions tout le temps déménager dans d'autres camps, on nous donnait du matériel anglais délabré et les conditions étaient difficiles. Mais je suis néanmoins devenu un dispatcheur, l'éclaireur à moto. »

« November 11 - May we always honour them »

### Quand avez-vous enfin été appelé pour participer à la libération ?

« Le 7 août 1944, nous nous sommes retrouvés à Arromanches en France. Tout était top secret. Ce n'est qu'une fois en mer que nos ordres sont devenus clairs : nous devons libérer la Normandie, avec un total de 3000 km de côtes. C'était intense et je n'oublierai jamais ce que j'ai vu là-bas. Les Allemands pouvaient être n'importe où. »

« En tant que motocycliste ce n'était pas une partie de plaisir ! Il fallait se frayer un chemin à travers des maisons détruites et les nombreux morts qui jonchaient le sol »

### Avez-vous été blessé pendant votre mission ?

« A Pont-Audemer, nous devions sécuriser le pont sur la rivière Risle. Il a explosé juste avant notre arrivée. Alors que nous étions en train de regarder la carte, j'ai entendu le bruit d'une bombe de mortier, puis le "boum" et puis plus rien. J'ai été grièvement blessé à la tête, aux bras, aux épaules et au dos. On m'a emmené à l'hôpital de campagne de Baheux, puis on m'a transporté par avion à l'hôpital de New-Port. J'y suis resté trois mois. Encore aujourd'hui, je ne peux toujours pas passer dans un scanner à cause de tous les éclats que j'ai dans le corps et qui me font encore souffrir. »



### Est-ce que vous avez pu rejoindre la Brigade par après ?

« Non, j'ai encore eu 10 jours de maladie et puis j'ai retrouvé ma famille. C'était des retrouvailles très émouvantes car nous avions été séparés depuis plus de 4 ans. Par la suite, je suis allé à Buggenhout pour former de nouvelles recrues. Malheureusement, je n'ai pas participé à la libération de Bruxelles. »

### Quand avez-vous quitté les forces armées ?

« Le 15 juillet 1945, après 4 ans et 6 mois, je suis redevenu citoyen. J'ai alors repris mon métier d'avant la guerre, coiffeur pour hommes et pour femmes. Mais comme mes blessures avaient laissé des traces, j'ai commencé à enseigner à l'école communale d'Aarschot. »

### Avez-vous gardé des contacts avec vos camarades de la Brigade Piron ?

« A partir de 1952, j'ai organisé 2 fois par an une réunion avec les anciens et je suis également resté en contact avec beaucoup d'entre eux jusqu'à leur mort. »

Il est toujours dommage de devoir se limiter à un article sur quelqu'un comme Alois alors que toutes les personnes qui ont donné de leur vie pendant la 2ème Guerre mondiale méritent un livre. "They died for our freedom and yours".... Puissions-nous toujours nous souvenir à quel point le sacrifice de ces soldats était grand. Aujourd'hui encore, le respect et la reconnaissance pour nos militaires, dans nos rues ou à l'étranger, est plus que jamais important. ■

Heidi VANSTEENKISTE  
Service Communication



Carte Blanche – Boris Morenville, président du SLFP-Défense

# La vie d'un citoyen a donc un prix pour le politique

**En raison de missions nationales et internationales, nos militaires ne sont plus assez nombreux pour assurer la sécurité des habitants du pays dont ils sont les garants. Il ne s'agit plus ici d'évoquer les pantalons troués, les sacs à dos vétustes ou même le manque de chauffage dans les casernes mais bien du capital humain nécessaire aux missions de la Défense. C'est l'essence même d'une armée nationale qui est aujourd'hui mise en péril.**



## De l'inaction des politiques

Les programmes des partis politiques sont unanimes : il faut revaloriser le métier du militaire. Mais l'absence de gouvernement fédéral et de mesures plus que nécessaires ne permet pas de stopper l'hémorragie.

Au sein du SLFP-Défense, nous nous refusons à prendre en otage la population et les travailleurs mais nous dénonçons aussi le manque de respect et de reconnaissance pour le personnel de la Défense. Le jour approche où la carte « Défense » ne pourra plus être jouée ! Qu'en sera-t-il alors de la sécurité du pays ?

## Budget et personnel : même combat !

Les analyses budgétaires sont unanimes : le budget alloué à la Défense est inversement proportionnel à notre croissance économique. Cela signifie que le sous-investissement de notre armée est une dynamique connue de nos politiques et entamée depuis 1981 déjà. Les coupes budgétaires apparaissent incohérentes face au contexte sécuritaire et aux missions imposées à nos militaires tant sur le territoire national, avec l'Opération Vigilant Guardian notamment, qu'à l'étranger.

Cette situation a également un coût humain. La Défense n'arrive pas à recruter et n'atteint d'ailleurs pas ses ambitions en la matière. Parallèlement, nos militaires sont surchargés par de plus en plus de fonctions

en cumul censées palier les départs à la pension bien méritée de leurs collègues. Cette pression sur les membres du personnel pousse ainsi bon nombre d'entre eux, surtout les plus jeunes, à quitter l'organisation !

## La Défense, en crise ?

Pour faire face à cette situation, la Défense vient de désigner une équipe de « transition » avec à sa tête un manager (en fait de crise) en la personne du Général-Major Marc Thys. Encore un acte manqué selon nous ! Les solutions ne sont en effet pas à chercher en interne mais se situent au plus haut niveau décisionnel, à savoir le gouvernement.

Il apparaît également clair que le vécu et la déception de nos militaires ne sont toujours pas entendus. Le malaise est grand et il est nécessaire de rétablir la confiance entre le personnel et le haut-commandement. Pour cela, c'est le modèle managérial de la Défense qui doit changer afin qu'elle se libère enfin de son étiquette de « grande muette ».

## Engagement syndical

Le SLFP-Défense axe tous ses efforts sur l'ensemble des mesures qui pourraient être prises pour renforcer la reconnaissance et le respect du personnel tant militaire que civil de la Défense. Des dizaines de propositions concrètes et structurées par domaine ont déjà été faites et seront encore martelées au futur gouvernement. Pour les connaître, n'hésitez pas à parcourir notre vision 2020-2030.

Selon nous, seul un engagement concret de l'autorité politique et militaire envers les organisations syndicales par un nouvel accord sectoriel démontrera le respect et la reconnaissance pour le personnel. Nous insistons sur le fait que celui-ci devra traiter du volet bien-être au travail, statutaire et pécuniaire pour tout le personnel de la Défense. C'est un travail en profondeur et de longue haleine qui nous attend à l'entame de cette fin d'année 2019. ■

## Rectificatif

Une petite faute s'est glissée dans notre article sur le tri des déchets à l'Hôpital Militaire : il s'agit d'une réduction de 29% au lieu de 40%. ■

## Résultat de l'enquête en ligne

# Six sur dix agents souffrent de douleurs lombaires

**Les policiers de terrain ne sont pas épargnés au quotidien à bien des égards, dans l'exercice de leur fonction et ce, notamment au niveau de leur dos. Prodemos, société spécialisée dans la défense des intérêts médico-légaux des travailleurs, a lancé il y a quelques mois une enquête en ligne auprès des policiers. Cette enquête observationnelle transversale et nationale est d'ailleurs toujours en ligne sur le site de Prodemos ( [www.prodemos.be](http://www.prodemos.be) ). Six sur dix agents souffrent de douleurs lombaires.**

**P**our rappel, l'objectif de cette dernière est de déterminer l'impact du port du gilet pare-balles et du ceinturon sur la prévalence et la chronicité de la lombalgie au sein de la police intégrée. Les policiers sont effectivement de plus en plus exposés aux facteurs de risques de développer des troubles musculo-squelettiques au niveau lombaire. Le but de cette démarche est de valider le fait que la prévalence de la lombalgie chez les policiers est supérieure au reste de la population. Cela légitimerait la reconnaissance de la lombalgie comme maladie professionnelle au sein des forces de l'ordre.

## Chronique

Les premiers résultats de l'enquête, lancée il y a quelques mois, ne se sont pas fait attendre. En deux semaines, plus de 700 policiers y ont pris part et 67% d'entre eux déclarent souffrir de douleurs lombaires pendant plus de trois mois par an. Cette période de trois mois définit le caractère chronique de la maladie et son impact socio-économique.

Aujourd'hui, 975 policiers ont répondu à l'enquête de Prodemos. Voir tableau ci-dessous.

Selon ces résultats nous constatons que dès la tranche d'ancienneté 6-10 ans au sein de la police 61% d'entre eux affirment souffrir de douleurs chroniques (durant plus de trois mois par an) au niveau du bas du dos, ce qui est nettement supérieur au reste de la population. Ce pourcentage s'accroît avec les années d'ancienneté.

En vue d'une juste reconnaissance de la maladie professionnelle au sein de la police intégrée, il serait souhaitable, me semble-t-il, de pouvoir s'appuyer sur un échantillon de l'ordre de 2.000 participants. Cela s'avère indispensable. Pourquoi ? Parmi les policiers qui ont pris part à l'enquête, 20% (209/975) d'entre-eux ont souhaité être recontactés afin de recevoir des informations complémentaires.

## Crainte

Cependant, moins de 10% (19/209) d'entre eux décident d'introduire un dossier de reconnaissance de maladie professionnelle, pour la

plupart par crainte de « déprofilage » (voir ci-dessous). Une réalité préjudiciable aux policiers en termes de reconnaissance juste et équitable de la maladie professionnelle, dans la mesure où un dossier non introduit auprès des organismes compétents n'entre pas dans les statistiques officielles. Bref, c'est un cas qui n'existe pas aux yeux des institutions compétentes en matière de maladie professionnelle avec toutes les conséquences que cela engendre.

Par ailleurs, il ressort des premières consultations avec les policiers que la plupart craignent de subir un « déprofilage », à savoir : Perdre les missions actuelles et se retrouver affecté à des tâches administratives et in fine ne plus être sur le terrain.

**Docteur Philippe BONFOND**  
Médecin expert de recours

Prodemos : [www.prodemos.be](http://www.prodemos.be) - tel. 02/318.63.74



Années d'ancienneté au sein de la Police	Nombre de participants à l'enquête par années d'ancienneté au sein de la Police	Nombre de policier qui déclare souffrir de douleur chronique au bas du dos, c'est-à-dire une douleur qui dure plus de 3 mois	Douleur Chronique / Participants / Ancienneté
0-5 ans	196	90	46%
6-10 ans	246	149	61%
11-15 ans	186	137	74%
16-20 ans	137	105	77%
21-25 ans	95	76	80%
26-40 ans	115	97	84%
<b>Total</b>	<b>975</b>	<b>654</b>	<b>67%</b>

Après la vente des uniformes dans des supermarchés à l'étranger

# L'uniforme de la police est la propriété de l'autorité

**L'été passé, l'uniforme des membres du personnel de la police intégrée était dans tous les médias nationaux. Les débats portaient, d'une part, sur les polos noirs de la zone de police Beringen/Ham/Tessenderlo et, d'autre part, sur la vente de certaines pièces de l'uniforme dans des supermarchés à l'étranger.**

**T**out le monde sait que notre uniforme, réglementé par des textes légaux, ne prévoit aucune pièce noire. On pourrait donc logiquement s'attendre à toute une série de problèmes si on autorise le personnel à porter des pièces noires sur le terrain, ou pire encore, lors de l'exécution de certaines missions policières. La zone de police en question s'est donc vue contrainte d'annuler sa décision. Dommage pour l'argent dépensé.

On pourrait pourtant se poser la question de savoir si les unités "spéciales" à la police locale (cf. GPI 81) sont toutes équipées de manière conforme à la législation, mais c'est une autre paire de manches.

Ce qui nous préoccupe davantage c'est le fait que certaines pièces d'uniforme vieilles et usées sont mises en vente.

Qu'en dit la réglementation en la matière ? Voici une brève explication technique :

L'AR du 10 juin 2006 relatif à l'uniforme de la police intégrée stipule dans son article 11 :

« La police fédérale et la police locale fournissent gratuitement l'équipement de base à leurs aspirants respectifs et mettent, également à leur disposition sans frais, et en tenant compte des besoins spécifiques, un équipement fonctionnel général et, le cas échéant, un équipement fonctionnel spécifique.

L'autorité concernée récupère l'équipement fonctionnel général et spécifique en cas de retrait définitif d'emploi, de cessation des fonctions, de mobilité vers une autre personne juridique et dans d'autres circonstances déterminées par le ministre.

En cas de mobilité, de mobilité la nouvelle personne juridique met l'équipement fonctionnel général et spécifique à disposition du membre du personnel concerné. »

Certaines autorités estiment pouvoir en déduire qu'elles ne sont pas censées récupérer l'équipement de base, que cela relève de la responsabilité du membre du personnel concerné. Elles estiment que leur responsabilité se limite à l'équipement fonctionnel.

Pourtant, l'article 12 de cet AR précité stipule que :

« L'uniforme ne peut être échangé, donné, prêté ni négocié sans l'accord de l'autorité. »

**Le ministre détermine l'autorité qui est propriétaire de l'uniforme.**

De plus, l'article 18 stipule que :

« La perte, la dégradation ou le vol de l'uniforme doit être signalé conformément aux directives du ministre relatives aux incidents de sécurité ».

Il nous semble que les articles précités de l'AR déterminent clairement que l'autorité reste propriétaire de l'uniforme, donc y compris la tenue de base.

Pour appuyer notre thèse, nous renvoyons également au paragraphe suivant de la GPI 65 :

« Conformément à l'article 11 de l'arrêté royal, l'autorité concernée doit mettre l'équipement de base à disposition des membres du personnel du cadre opérationnel.

Cet équipement demeure toujours la propriété de l'autorité. »

La GPI 51 donne un aperçu des possibilités d'évacuation de l'uniforme.

Nous voulons également attirer l'attention de nos membres sur l'article suivant de loi du 21 décembre 2013 portant des dispositions fiscales et financières diverses, émanant de l'Intérieur :

Art. 3

« Sauf dans les cas visés à l'article 6, § 1, toute personne physique ou morale qui achète ou vend, à distance ou non, met en vente, loue ou met en location, offre en location, donne ou reçoit en dépôt ou en gage, emprunte ou prête, fabrique ou importe, la totalité ou une pièce de l'uniforme policier, visé à l'article 2, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 50 euros à 50 000 euros, ou d'une de ces peines seulement. »

Nous demandons avec insistance que, si votre zone ou unité n'offre pas la possibilité d'évacuer les pièces d'uniforme vieilles ou usées, vous en informiez les délégués locaux. Ne vous en chargez pas vous-même. ■

Koen VAN PARYS  
Délégué permanent



L'Institut d'expertises médico-légales INCC heureux après l'intervention du SLFP

# Enfin une prime de garde !

Une réunion du Comité supérieur de concertation a eu lieu le lundi 2 septembre 2019. Le seul point à l'ordre du jour était la mise en œuvre du principe de la garde active sur une base volontaire pour le personnel du laboratoire des Drogues de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC). Enfin il y a une prime de garde.

Il avait déjà été question de ce point concernant l'allocation de garde lors des discussions en comité de concertation le 11 février 2019.

L'INCC est un Institut scientifique fédéral qui dépend directement du Ministre de la Justice. La mission principale de l'Institut est la réalisation d'expertises médico-légales à la demande des magistrats. Le service scientifique des Drogues et Toxicologie effectue des analyses sur du matériel provenant de saisies de toute nature et d'échantillons biologiques tels que le sang, la salive, l'urine, les cheveux et les prélèvements post-mortem, qui visent la détection de drogues et de produits psychotropes.

Une activité importante du laboratoire des

Drogues consiste en descentes sur les lieux de laboratoires clandestins de production de drogues, en collaboration avec la Police fédérale et une unité particulière du service des Pompiers.

Le nombre de descentes sur les lieux a quintuplé en dix ans et le service de garde, sans aucune allocation jusqu'ici, a été assuré par un nombre certain de collaborateurs.

Le SLFP est heureux de pouvoir enfin faire part, après beaucoup d'insistance, de l'octroi d'une allocation de garde au personnel, conformément à l'Article 45 de l'Arrêté royal du 13 juillet 2017.

Nele SAMYN et Jimmy VERLEZ  
Traduction française: Martine Renaux



Nele Samyn, chef de service Drogues et Toxicologie et expert judiciaire Toxicologie

## FINANCES

# Assemblée générale annuelle du SLFP-Finances

L'Assemblée générale annuelle réunira les membres du SLFP-Finances le vendredi 7 février 2020 à la Tour du Midi.

C'est une tradition vieille de plus de 20 ans déjà, les membres du SLFP-Finances se réunissent en Assemblée générale (A.G.) le 1er vendredi du mois de février. L'A.G. aura donc lieu le vendredi 7 février 2020 au SPF Pensions, à la Tour du Midi.

Outre les discours d'usage, l'A.G. permet aux membres de rencontrer et de parler avec les responsables permanents du groupe, de les interpeller quant aux réformes en cours et d'exposer les problèmes rencontrés. C'est aussi l'occasion pour certains de rencontrer des membres d'autres régionales ou des secteurs et de faire connaissance avec les membres du groupe.

C'est également tout simplement l'occasion de boire le verre de l'amitié entre collègues et anciens.

Une invitation à participer à cette A.G. sera envoyée ultérieurement aux membres par courriel. L'inscription est obligatoire pour pouvoir participer à cette A.G.

Le Président national et toute l'équipe du SLFP-Finances se réjouissent de vous rencontrer le 7 février 2020 !

Pierre BOQUET  
Secrétaire permanent

# Élection du président du comité région Wallonne

L'Assemblée générale statutaire du Comité Région wallonne du SLFP-AFRC procédera le 21 janvier 2020 à l'élection de son président conformément aux dispositions de son règlement d'ordre intérieur tel qu'adopté par le comité directeur du SLFP en date du 22 octobre 2019.

Conditions de participation, l'article 23 §1er du règlement d'ordre intérieur du groupe AFRC est d'application :  
**«Article 23. § 1er** Chaque bureau permanent d'un comité est composé au moins des membres suivants disposant du droit de vote :

a) un président élu par vote secret par l'assemblée générale statutaire du comité ; son mandat débute lors de cette assemblée générale et a une durée de six années ; il est renouvelable mais peut être retiré conformément aux dispositions du Règlement Général d'Ordre Intérieur du SLFP. La candidature est à adresser au président national du groupe au moins quinze jours avant la date de l'assemblée générale statutaire ; sont seuls éligibles les affiliés du comité qui satisfont aux conditions suivantes :

- avoir été affilié de manière ininterrompue depuis cinq ans au moins et être en règle de cotisation ;
- avoir siégé, sans discontinuité pendant les trois dernières années précédant l'assemblée générale, en qualité de membre effectif du bureau permanent d'un des comités du groupe et/ou en qualité de membre effectif de la délégation du SLFP auprès d'un des comités de négociation relevant du groupe et/ou en qualité de délégué à temps plein, désigné par le SLFP, à la gestion journalière d'un service social dans le ressort d'un des comités de négociation relevant du groupe. Le ROI définit la qualité de délégué ;
- être en activité de service ou considéré comme tel. »

#### Pour être recevable, la candidature doit :

- être envoyée par mail (jos.mermans@vsoa-g2.eu) à Monsieur Jos Mermans, Président national du SLFP-AFRC ;
- être réceptionnée **pour le 13 décembre 2019** au plus tard. ■

## Appel à candidature pour 2 libres de service

**Le SLFP-AFRC-Région wallonne recrute DEUX libres de service (M/F – Temps plein) : un pour le FOREM à Charleroi et un pour le CRP les Marronniers à Tournai.**

#### Conditions de participation :

- Être membre du personnel statutaire ou contractuel (CDI sans clause résolutoire) de l'organisme d'intérêt public (OIP) concerné et être en activité de service
- Être affilié et en règle de cotisation sans interruption depuis au moins deux ans à la date limite de dépôt des candidatures
- Disposer d'un casier judiciaire vierge.

#### Sont des atouts :

- La connaissance de la structure et des règles de fonctionnement du SLFP et de l'OIP concerné
- La connaissance du Statut syndical et des Statuts du personnel propres à chacun des OIP concernés
- L'assertivité, la disponibilité, la réactivité, l'esprit d'équipe, le sens des responsabilités et de l'organisation, la faculté de déléguer et d'encadrer des délégués et techniciens.

#### Fonction :

- Sous la responsabilité d'un délégué permanent ou d'un détaché permanent, animer la délégation du SLFP-AFRC-RW au sein de tous les comités de l'OIP concerné et y encadrer les délégués et les techniciens. Accompagner les affiliés et les défendre en cas de litige, etc.  
Pour le FOREM, il y a lieu de travailler en totale synergie avec le second libre de service déjà en place.
- Membre du bureau permanent du SLFP-AFRC-RW.

#### Pour être recevable, la candidature doit :

- être envoyée par mail (jos.mermans@vsoa-g2.eu) à Monsieur Jos Mermans, Président national du SLFP-AFRC ;
- être réceptionnée pour le 6 décembre 2019 au plus tard ;
- comporter une lettre de motivation, un curriculum vitae, la preuve attestant que les conditions de participation sont remplies (copie arrêté de nomination ou copie contrat, les règles d'affiliation étant vérifiées directement par le secrétariat national du groupe) et un extrait récent de casier judiciaire.

Renseignements disponibles auprès de Pierre Gengoux, Président a.i. SLFP-AFRC-RW, pierre.gengoux@slfp-g2.eu, 0476/24.25.25 ■

## La déclaration de politique régionale en Wallonie

# Le SLFP est vigilant, mais veut rester optimiste

**Le Gouvernement actuel a prêté serment ce 13 septembre et a publié sa déclaration de politique régionale (DPR) 2019-2024 qui comporte un chapitre consacré aux services publics et à la fonction publique. Ce chapitre ne contient pas de données budgétaires.**



**1** 999 et 2019 ont vu la mise en place d'un Gouvernement wallon arc-en-ciel (PS-MR-Ecolo) avec le même Ministre-Président PS et la Fonction publique dans les matières du MR. La législature qui débutait il y a 20 ans avait un objectif très important en matière de fonction publique, à savoir modifier en profondeur le statut ; ce qui a été fait avec l'adoption en 2003 du Code de la Fonction publique, toujours en vigueur à ce jour tout en étant régulièrement complété et amendé.

La Région Wallonne du SLFP-AFRC a construit depuis le début de l'année 2019 son cahier revendicatif pour la législature à venir (et plus

pour 2 ans comme auparavant). Adopté en juin, par son assemblée générale, il comporte 38 mesures (quantitatives et qualitatives, pour les statutaires et pour les contractuels) et pour la première fois des mesures spécifiques pour les entités qui ne relèvent pas du Code de la Fonction publique. Il a été transmis à Madame Valérie De Bue, Ministre de la Fonction publique, dès sa prise de fonction avec copie à tous les affiliés. A noter qu'à ce jour, les 2 autres syndicats n'ont pas encore déposé de cahier revendicatif.

La Ministre a reçu chacun des 3 syndicats séparément début octobre. La délégation du SLFP a pu apporter des précisions aux questions po-

sées par la Ministre sur certains points du cahier revendicatif, mais également l'interroger sur le contenu de la DPR. Certaines mesures sont très généralistes et non détaillées. Il est dès lors difficile de se prononcer sur leur contenu (par exemple le développement d'une carrière pour les contractuels). On ne perçoit pas bien le champ d'application d'autres mesures (l'élargissement du régime des mandats aux inspecteurs généraux, c'est clairement prévu pour le Service Public Wallonie, c'est moins clair pour les autres entités). La DPR prévoit une mesure demandée par le SLFP et qui consiste à prendre en compte la totalité de l'ancienneté utile, qu'elle ait été acquise dans le secteur public ou le secteur privé. La délégation du SLFP a insisté sur le fait qu'il faudra être vigilant afin que les dispositions adoptées par le Gouvernement s'appliquent de la même manière au sein du comité de secteur XVI : au SPW, dans les Organismes d'Intérêt Publics (OIP) dépendant directement d'un Ministre et dans les OIP avec organe de gestion. Le Comité de secteur XVI est devenu pour la Région wallonne l'équivalent du comité B pour le Fédéral, avec 7 statuts différents appliqués dans les 24 entités qui en font partie. Le SLFP a d'ailleurs déposé le 30 juin un cahier revendicatif distinct pour la SWDE, cahier qui en est également aux prémices de la négociation.

En conclusion, il n'y a pas pour l'instant sur la table des négociations de sujet qui fâche ou de refus d'examiner nos revendications. Soyons optimistes pour l'avenir et espérons que chacun fera en sorte de trouver les points d'équilibre nécessaires au bon fonctionnement de la « fonction publique ».

**Pierre GENGOUX**

Président a.i. SLFP-AFRC Région Wallonne



## Élections sociales 2020

# La CGSLB cherche des candidats dans les entreprises du privé



**Les élections sociales se dérouleront en mai 2020. Pour le moment, la CGSLB est à la recherche des candidats. Si vous avez des parents, des amis, des connaissances qui veulent s'engager dans l'action syndicale pour défendre les intérêts de leurs collègues, conseillez-leur de nous contacter.**

ne pèche pas de fixer déjà un entretien avec l'un(e) de nos secrétaires permanent(e)s.

## Nous cherchons des candidats qui se retrouvent dans l'ADN du délégué CGSLB

- Conserver un esprit critique et constructif
- Défendre l'emploi et garantir de bons salaires
- Exprimer librement ses idées.
- Être au service de nos collègues
- Rechercher des solutions concrètes
- Consulter les travailleurs.
- Ne pas faire de promesses impossibles à tenir.

- Être irréprochable, tant comme délégué que comme travailleur.
- Recourir à la grève en dernier recours, lorsque toutes les tentatives de conciliation ont échoué.

## Faites-nous savoir que vous voulez être candidat

Les personnes qui veulent poser leur candidature sur une liste CGSLB peuvent manifester leur intérêt au Responsable Soutien Syndical (RSS) zonal. Il ou elle les recontactera par la suite.

Entre le 11 et le 24 mai 2020, les travailleurs et travailleuses du secteur privé pourront élire leurs représentant(e)s en Comité pour la Prévention et la Protection au Travail (CPPT) dans toutes les entreprises qui occupent habituellement 50 travailleurs. En plus, ils/elles pourront voter pour leurs délégués au Conseil d'Entreprise (CE) dans toutes les entreprises qui occupent habituellement en moyenne au moins 100 travailleurs.

Dans certaines entreprises, les travailleurs et travailleuses pourront également élire directement les membres de la Délégation syndicale.

## Qui peut se porter candidat ?

Les travailleurs et travailleuses occupé(e)s dans les liens d'un contrat de travail, occupé(e)s de façon ininterrompue depuis au moins 6 mois ou avoir été occupé pendant plusieurs périodes totalisant au moins 9 mois d'ancienneté en 2019.

## Jamais sans protection

Attention ! Les personnes se présentant pour la première fois, ne doivent pas encore rendre leur candidature publique ! Elles ne sont pas protégées contre le licenciement ! La période de protection débute entre le 12 janvier 2020 et le 25 janvier 2020 inclus. Mais que cela ne les em-

Zone	Contact (RSS)	Téléphone et e-mail
Charleroi	Florence Quintens	071 20 80 37 florence.quintens@cgsblb.be
Hainaut Centr'Ouest	Fabienne Mention Delphine Bertiau	065 31 12 67 fabienne.mention@cgsblb.be  069 66 13 70 delphine.bertiau@cgsblb.be
Liège	Flore Lange	04 232 46 97 flore.lange@cgsblb.be
Namur-Luxembourg	Marie Mouton	081 24 04 67 marie.mouton@cgsblb.be
Brabant wallon	Stéphane Mouriamé	067 88 83 92 stephane.mouriamé@cgsblb.be
Bruxelles	Sati Gol Véronique Palm	02 206 67 35 02 206 67 05 actionsyndicalebruxelles@cgsblb.be

# La charge de l'enseignant

Alors qu'une pléiade de changements planent sur l'enseignement, voici quelques précisions concernant les modifications de la charge de l'enseignant.



**T**out d'abord, il faut savoir que les modalités de fonctionnement de la charge du personnel, dont le service à l'école et aux élèves (SEE), doivent être fixées dans le règlement de travail (RT), et soumises à la concertation sociale. Or, ces RT n'ont pas encore été finalisés au niveau des commissions centrales (organes de concertation supérieurs).

Les RT prévoient que les activités obligatoires du SEE feront l'objet d'un calendrier annuel ou trimestriel.

Lors de la planification de ces services, il sera tenu compte des enseignants prestant un temps plein sur plusieurs établissements, des enseignants à temps partiels et de ceux en charge de nombreux groupes d'élèves pour les-

quels les activités du SEE obligatoire (réunions des parents,...) se cumulent les unes aux autres et atteignent un volume horaire déraisonnable. Par ailleurs, au-delà du 1er octobre, le membre du personnel qui est en congé réglementaire ne devra pas prêter durant les jours où il est en congé à moins d'avoir marqué son accord.

## SEE

Pour le SEE obligatoire, les règlements de travail intégreront les balises suivantes :

- Ils détermineront le nombre de réunions de parents obligatoires, qui sera compris entre 2 et 4 fois par année scolaire. Ce nombre varie dans le fondamental, secondaire et spécialisé. Les membres du personnel (MDP) pourront en organiser une supplémentaire sur base volontaire.

- Les excursions d'un jour organisées pendant les heures scolaires relèvent du SEE, sans qu'on puisse contraindre les MDP à exposer des frais à cette occasion. Les voyages scolaires hors heures scolaires ou avec nuitée sont de la bonne volonté du MDP mais une fois accord donné, l'engagement doit être tenu sauf cas de force majeure.
- La participation aux réunions ou aux conseils de classe « où sont abordées les évaluations certificatives ou formatives ».
- Les « autres services rentrant dans les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements » compris dans le SEE peuvent viser des réunions collectives portant sur les décisions disciplinaires à l'encontre d'un élève.

Les autres services de ce type régis par un règlement de travail devront comporter des balises afin de ne pas alourdir la charge de l'enseignant.

En toutes hypothèses, les enseignants participent sur base volontaire, hors heures scolaires, aux activités suivantes : les activités festives organisées par l'école, les activités liées au projet d'établissement pour la mise en valeur des élèves et de leurs acquis ou aux prestations durant les vacances d'été (aide à l'inscription, mise en ordre des classes, visite d'école,...). Les enseignants peuvent donc refuser d'y participer. Cependant, si l'enseignant a donné son accord, il est tenu de respecter son engagement.

Dans l'enseignement fondamental, la prise en charge des élèves lorsque leurs collègues sont absents doit être incluse dans les 1560 minutes.

#### Précisions concernant l'enseignement spécialisé

En ce qui concerne le PIA dans l'enseignement spécialisé (hors forme 4), il faut l'envisager de trois façons

- Le travail autonome sur le PIA découle du travail pour la classe ;
- Le travail collectif sur le PIA durant les conseils de classe fixés par le calendrier relève du SEE obligatoire ;
- Le travail collectif hors conseil de classe relève du travail collaboratif.

Les enseignants à temps plein dans le spécialisé sont tenus de prêter l'équivalent de deux périodes de travail collaboratif par semaine dans le respect du vade-mecum relatif à la mise en œuvre du travail collaboratif.

En outre, le nombre de conseils de classe relevant du SEE obligatoire est, hors jours blancs, de 3 dans l'enseignement fondamental et 5 dans le secondaire.

#### Conclusion

Vous trouverez plus d'informations dans le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux pouvoirs organisateurs. ■

Catherine HENRARD

Permanente syndicale SLFP-Enseignement

## Avis du SLFP quant à la déclaration de politique communautaire

**La Fédération Wallonie-Bruxelles doit permettre aux francophones de s'instruire et se cultiver. Elle doit favoriser leur épanouissement. Elle doit faire de nos jeunes de futurs adultes responsables, autonomes et prêts à s'investir dans l'avenir de notre pays.**

Dans ce cadre, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a dévoilé sa déclaration de politique communautaire (DPC) pour 2019-24, dans laquelle le SLFP constate que l'enseignement y occupe une grande part..

#### Interrogations

Maintenant, les points mis en avant dans la DPC suscitent évidemment bien des interrogations car aucune précision n'apparaît dans le texte actuel.

Tout d'abord, la DPC nous confirme que le certificat d'étude de base (CEB) restera bien certificatif malgré la mise en place du tronc commun qui, lui, laissera une place aux options orientantes. Mais que deviendront les élèves qui auront échoué à ce CEB ? Quid de la transition entre le fondamental et le secondaire, passage où sont recensés un grand nombre d'échecs ? Rien de concret n'est stipulé à ce sujet.

Après, force est de remarquer que l'après-tronc commun, revendiqué par notre organisation syndicale depuis la mise en place du pacte, est bien envisagé dans le texte mais sans détails.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, les moyens seront-ils réellement injectés afin de renforcer l'encadrement, les services administratifs, d'offrir aux étudiants une formation cohérente et équilibrée ? Plus précisément, pour la formation initiale des enseignants,

nous estimons raisonnable d'évaluer les coûts d'une telle mesure avant sa mise en place effective. Rappelons que tous les moyens doivent mener à une formation de qualité.

Par rapport au décret « inscriptions », nous sommes curieux de découvrir les aménagements que le gouvernement y apportera car la mixité scolaire n'a jusqu'ici pas été réellement rencontrée. Une révision paraît donc être une bonne nouvelle.

Ensuite, une inquiétude concerne plus particulièrement le décret titres et fonctions. Celui-ci sera-t-il totalement détricoté avec éventuellement une véritable incidence sur la pénurie d'enseignants ?

Enfin, la notion de certification par des opérateurs de formations privés dans les domaines techniques et professionnels nous semble dangereuse car l'enseignement doit rester avant tout un service public.

#### Conclusion

Pour conclure, il va de soi que nous attendons donc avec impatience les premières réunions au Cabinet de la ministre Désir afin de débattre de tous ces sujets.

Vous pouvez retrouver l'intégralité du texte de la DPC sur <https://www.codef.be/actualite/declaration-de-politique-communautaire-dpc-2019-2024/> ■

Masanka TSHIMANGA

Présidente communautaire SLFP-Enseignement



# Meine Gewerkschaft, meine Freiheit



**FGÖD**  
ÖFFENTLICHER DIENST

Unter Vertrag oder statutarisch ?

Wir beraten, begleiten und verteidigen Sie in aller politischer und philosophischer Freiheit.  
Unabhängig von Herkunft, Religion oder Geschlecht.

Interessiert ?

Wir informieren Sie gerne.

[www.fgod.eu](http://www.fgod.eu) - [koordination@fgod.eu](mailto:koordination@fgod.eu)

**Freie Gewerkschaft für den Öffentlichen Dienst**